



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Politique de la ville et cohésion sociale

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Clare HART, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre RICO, François RIO, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER

Politique de la ville et cohésion sociale - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conseil Départemental de l'Hérault relative à l'accès réciproque aux applications métier FSL - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), instauré par la loi Besson du 31 mai 1990, s'adresse aux ménages qui éprouvent des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder à un logement ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie. Il inscrit ses interventions dans le cadre du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2016-2020, dont il constitue un outil essentiel.

Depuis 2018 et le transfert intervenu du Département de l'Hérault, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire, avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

A la suite du transfert de la compétence intervenu sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le Département a maintenu, par convention en date du 25 mars 2018, l'accès des agents de l'EPCI aux outils informatiques de gestion du FSL, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019. A la suite de trois prolongations dont la dernière due au contexte sanitaire, cette convention prend fin le 30 septembre 2020.

A partir du mois de septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole déploie une solution logiciel en propre qu'elle souhaite plus performante, lui permettant d'instruire les dossiers, de gérer les décisions du FSL et de suivre l'activité sur son territoire de manière plus efficiente.

Dans ce contexte, la continuité des actions d'accompagnement des habitants de la Métropole nécessite la formalisation des modalités d'échange d'informations réciproques entre les deux collectivités, pour au moins trois raisons :

- les travailleurs sociaux de la Maison Départementale des Solidarités du montpellierain sont les principaux instructeurs du FSL 3M (69% des demandes),
- le Département gère toujours les procédures de prévention des expulsions sur le territoire métropolitain (60 % des procédures de l'Hérault) et le FSL favorise la mise en place d'aides pour le maintien dans les lieux ou le relogement des ménages concernés,
- les décisions prises par un des deux FSL dans le cadre des accords de principe sont reconnues acquises réciproquement ce qui permet la mise en œuvre des décisions sans délai.

Au regard des intérêts partagés, il est proposé la signature d'une convention d'échange de données définissant les conditions d'accès réciproque aux informations relatives aux dossiers suivis par chaque collectivité, via un accès aux applications des deux collectivités, limité à leur seul besoin dans le cadre de leurs missions, selon les règles de protection des données personnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention de partenariat avec le Département pour la mise à disposition réciproque ciblée des systèmes de gestion et d'information de leur FSL ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138585-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Informatique_MMM__CD_Fonds_de_Solidarité.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.